



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/44/254

S/20607

26 avril 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session  
Points 72, 73, 83 et 115 de la  
liste préliminaire\*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA  
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE  
APPROCHE GLOBALE DU RENFORCEMENT  
DE LA PAIX ET DE LA SECURITE  
INTERNATIONALES CONFORMEMENT  
A LA CHARTE DES NATIONS UNIES  
DEVELOPPEMENT ET COOPERATION  
ECONOMIQUE INTERNATIONALE  
RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU  
PRINCIPE D'ELECTIONS PERIODIQUES  
ET HONNETES

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-quatrième année

Lettre datée du 26 avril 1989, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration prononcée le 24 avril 1989 par S. E. M. Manuel Solís Palma, Président de la République du Panama, à propos de l'ingérence des Etats-Unis dans le processus électoral au Panama (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ladite déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 72, 73, 83 et 115 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Leonardo A. KAM B.

\* A/44/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration prononcée le 24 avril 1989 par le Président de la République du Panama à propos de l'ingérence des Etats-Unis dans le processus électoral au Panama

Le Gouvernement national élève une protestation des plus vigoureuses devant la communauté mondiale à propos d'une nouvelle ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures du Panama : sur ordre secret du Président des Etats-Unis, une somme de 10 millions de dollars a été versée aux groupes d'opposition panaméens pour les élections du 7 mai. Cette ingérence flagrante fait partie de la conspiration ourdie par les Etats-Unis, avec la complicité de traîtres panaméens prêts à vendre leur pays pour assouvir leurs appétits inavouables de pouvoir et de richesse, en vue d'imposer un gouvernement docile qui, ignorant les résultats des traités Torrijos-Carter, subordonnerait les intérêts de la République aux objectifs impérialistes de cette puissance hégémoniste.

La remise de 10 millions de dollars à l'opposition panaméenne, deux semaines seulement avant les élections du 7 mai, montre que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention immorale et frauduleuse de recourir à la pratique honteuse, illégale et antidémocratique consistant à acheter des consciences pour faire élire des candidats prêts à servir les intérêts des Etats-Unis, lesquels sont contraires à la lutte pour la libération nationale menée par ceux d'entre nous qui représentons la dignité et le plus pur sentiment nationaliste du pays.

Or, ces 10 millions de dollars font partie d'une vaste conspiration qui a été mise au jour par la capture de Frederick Musse, ressortissant des Etats-Unis relevant du Département d'Etat, et le démantèlement, au Panama, de tout un dispositif perfectionné de guerre électronique, destiné à précipiter le pays dans la violence et le chaos après les élections du 7 mai, voire au moment même où elles se termineront. Il s'agit d'émetteurs de radio MF dans la bande de 88 à 100 mégahertz et de télévision (chaînes 7 à 13), de matériel de communication en modulation de fréquence et de matériel permettant d'écouter et d'interrompre les liaisons radiotéléphoniques avec les automobiles. Tout ce matériel extrêmement coûteux et perfectionné, spécialement conçu pour cette opération, capable de couvrir la zone métropolitaine de Panama et de brouiller et interrompre les liaisons commerciales, militaires, policières et officielles, ainsi que les communications entre particuliers, était installé dans divers bâtiments de la capitale, ainsi que l'a montré la conférence de presse de notre Service du renseignement et le Département national d'investigation. Ces 10 millions de dollars et le matériel confisqué à M. Musse sont les éléments d'une vaste conspiration dirigée par le Chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis au Panama, M. Arthur Davis, et M. Maisto, qui, depuis plus de deux ans déjà, sont directement chargés d'exécuter toutes les actions visant à déstabiliser la République du Panama et de poursuivre l'agression dont nous sommes victimes, jusqu'à nous faire fléchir les genoux. Voilà la stratégie utilisée contre la nation panaméenne, stratégie d'ailleurs parfaitement vaine car la résistance et l'intelligence du peuple panaméen font que ces objectifs ne seront jamais atteints. La somme de 10 millions de dollars a aussi un autre but : ayant, directement ou par l'intermédiaire de M. Delvalle, gelé des sommes qui dépassent les 400 millions de dollars, avec ces 10 millions de dollars à deux semaines des

élections, les Etats-Unis voudraient arriver à ce que l'opposition redouble sa campagne et ses vains efforts de gagner les élections et que, pour ce prix on ne leur réclame pas ensuite les dizaines de millions de dollars qu'ils ont dépensés alors qu'ils appartiennent au peuple panaméen. En se servant de ces groupes antipanaméens, les Etats-Unis tentent de faire une affaire en or.

En plus de tout cela, il faut dire que notre pays est constamment victime d'actes de provocation commis sur notre territoire par divers éléments des Etats-Unis dans le dessein d'évaspérer le peuple panaméen, nos forces armées, le Gouvernement national et tous les secteurs du pays, s'efforçant ainsi de justifier un comportement que nous avons déjà dénoncé à la tribune de l'Organisation des Nations Unies. Une des tentatives dirigées par les Etats-Unis contre le Panama est l'agression militaire, qui doit permettre d'obtenir ce qui n'a pu être obtenu par le processus de déstabilisation. Je voudrais aussi souligner à ce propos d'autres actes dont nous sommes les victimes : mouvements d'unités des forces armées des Etats-Unis en dehors de leurs positions de défense; violations de notre espace aérien; infiltrations d'unités du renseignement des Etats-Unis dans des secteurs relevant exclusivement de la juridiction panaméenne; provocations dirigées contre des civils à Panama; survols des installations militaires de nos forces de défense; actions mettant en danger l'aviation civile au Panama, y compris l'aviation commerciale; politique criminelle consistant à laisser tomber des engins explosifs à proximité de centres de peuplement panaméens et d'abandonner des engins explosifs en dehors des polygones de tir prévus à cette fin, ce qui a déjà causé la mort de quatre humbles citoyens panaméens. Il me paraît opportun de signaler que ces actes de provocation viennent s'ajouter à plus de 700 autres actes, que nous ferons connaître ultérieurement à la population panaméenne et à l'opinion publique internationale dans leur moindre détail.

Je tiens à dénoncer devant tout le pays cette façon d'agir impudente, frauduleuse et immorale en manoeuvrant depuis les Etats-Unis pour mettre au pouvoir des candidats prêts à servir les intérêts de ce pays. En même temps, je tiens à souligner que tout ce système de guerre électronique, cette ingérence de l'ambassade des Etats-Unis, guidée par M. Maisto et M. Arthur Davis, toute cette corruption, cet achat des consciences, cette tentative de briser la volonté de la République en donnant de l'argent à des individus qui sont une honte pour la nation panaméenne, n'est rien d'autre qu'un désir de nous faire fléchir les genoux et un prototype d'essai qui pourrait être reproduit dans toute l'Amérique latine. En tant que président de la République du Panama, je me trouve dans l'obligation d'alerter les peuples et les gouvernements frères d'Amérique latine de cette nouvelle manoeuvre impudente des Etats-Unis pour tenter de circonvenir la volonté de nos pays qui luttent pour leur liberté, leur souveraineté et leur autodétermination.

Je dénonce également, avec la dernière vigueur, le fait qu'en se laissant soudoyer par les Etats-Unis, les groupes de l'opposition se rendent coupables du délit d'atteinte à la sûreté de l'Etat et jouent le rôle méprisable d'agents secrets d'une puissance étrangère, qui entretient une agression inique et intolérable contre notre pays. Ces ennemis qui revendiquent la justice, l'honnêteté, la démocratie et le respect des droits de l'homme sont ceux-là mêmes qui ont vendu leur conscience et veulent vendre le pays tout entier. Où donc est la justice pour le Panama, victime d'une agression inique et barbare? Où donc est la justice pour le peuple panaméen, alors que les Etats-Unis gardent depuis des

mois et des mois des centaines de millions de dollars qui lui appartiennent? Où donc est l'honneur des pères de la patrie, des générations de patriotes panaméens et de leurs luttes nationalistes, qui se trouvent ainsi trahis pour une poignée de dollars? Où donc est l'honnêteté des agents de l'hégémonisme des Etats-Unis, prêts à acheter les consciences?

Ces actes que je viens de dénoncer mettent à jour le caractère antinational de l'opposition panaméenne, qui partage avec le Gouvernement des Etats-Unis la lourde responsabilité de l'agression économique, financière, politique et morale dirigée contre notre pays. Ce sont eux les responsables de l'augmentation du chômage, ce sont eux qui, avec le Gouvernement nord-américain, porteront devant l'histoire la responsabilité de tout incident grave et déplorable qui pourrait survenir dans la République dans un proche avenir.

A l'évidence, le dessein que poursuivent les Etats-Unis est d'en finir avec le Gouvernement panaméen et de mettre au pouvoir un gouvernement fantoche, qui satisfasse leurs visées d'hégémonie politique internationale. Mais il faut que le Gouvernement de cette puissante nation sache dès à présent que nous sommes prêts à dénoncer son agression devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et à repousser toute agression physique qu'il tente de lancer avec tous les moyens dont nous disposons et avec le courage et la bravoure qui caractérisent le peuple panaméen.

La preuve que mon gouvernement et les forces de défense panaméennes respectent profondément la volonté du peuple est administrée par le fait sans précédent que des élections auront lieu dans les conditions d'agression barbare que nous connaissons et en dépit de la participation délibérante et belligérante, non seulement du Gouvernement des Etats-Unis, mais aussi de leurs forces armées, de leurs ressources économiques et de leurs agents secrets, tous présents sur le territoire national.

Pour que cesse l'agression, pour que la stabilité intérieure et l'unité nationale soient garanties, la libération nationale doit remporter une victoire écrasante et décisive. Ceux qui ont le sens de la patrie, même s'ils ne sont pas avec nous, tout comme ceux qui souhaitent un redressement plus vigoureux et plus rapide, doivent reconnaître que ce n'est que sur la base du triomphe indiscutable de Colina que la paix pourra être préservée, que nous pourrions régler nous-mêmes nos différends. Nous condamnons l'action menée par le Gouvernement des Etats-Unis - dévoilée par la presse de ce pays même - dans le cadre de son plan visant à limiter le droit du peuple panaméen à l'autodétermination, consacré dans la Charte des Nations Unies. Notre gouvernement prendra les mesures qu'il estime opportunes devant les instances internationales appropriées pour dénoncer la violation de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation des Etats américains et du Traité du canal de Panama commise par le Gouvernement des Etats-Unis en s'ingérant directement dans les affaires intérieures de notre pays.

Dans sa lutte pour sauvegarder nos droits et les institutions démocratiques, le Gouvernement agira avec fermeté, résolution et énergie car, bien plus que le maintien en place d'un gouvernement, ce qui est en jeu dans ce processus électoral, c'est l'existence même de la nation en tant qu'Etat libre, indépendant et souverain, forgé sous la conduite de nos grands hommes, mûri par l'effort de tant de générations de patriotes panaméens et vivifié par le sang de nos martyrs.